

### Pour les massicois !

Le 11 janvier, la Mairie de Massy a organisé un premier débat public, ouvert aux différents acteurs de la ville, intitulé « Prévention et politique de la ville ».

Plus de cent personnes représentant associations, médiateurs, partis politiques et simples citoyens ont participé aux travaux jusqu'à tard dans la soirée pour essayer de comprendre les causes des récentes révoltes, et discuter des solutions.

En introduction, la mairie a présenté ses projets actuels et futurs en matière de prévention (sports, activités culturelles, stages, vacances et les médiateurs de l'association ADAGIO) ; de répression : la police municipale (40 agents plus les chiens) et le projet dit « réussite éducative » : en réalité un groupement d'intérêt économique avec un budget annuel de 340.000 € pour un suivi global des familles en difficulté.

Pour résumer : la carotte et le bâton, mais pas un seul boulot à l'horizon. A aucun moment, la mairie n'a parlé de l'emploi. Pourtant, dans chacun des quatre ateliers, les nombreuses interventions des participants, présentées par des rapporteurs en session plénière vers 23h, allaient dans le même sens.

Il faut une vraie politique de l'emploi au niveau de Massy, soutenue par la mairie : interpellation des patrons des entreprises de la Z.I, aide pour trouver des emplois et des stages qui débouchent sur un emploi.

En deuxième priorité est venu le logement. Beaucoup ont expliqué les conditions de surpopulation dans lesquelles des familles vivent, conduisant à la perte de contrôle sur les enfants, à l'échec scolaire. Et beaucoup ont opposé cette situation au scandaleux développement de logements privés à des prix inabornables côté RER C de Massy. .

Enfin, les problèmes de

## Contrat Première Embauche : Jeunes jetables, Vieux pauvres ! ASSEZ ! Résistons et mobilisons-nous !

Le gouvernement de Villepin vient de créer le Contrat Première Embauche soi-disant pour lutter contre le chômage massif des jeunes. Cette nouvelle réforme détruit un peu plus le code du travail et fait de tous les salariés, jeunes et vieux, une main d'œuvre corvéable et licenciable à merci pour le patronat.

### 1/ Le chômage des jeunes en France en quelques chiffres ?

22, 8% des jeunes de 18 à 25 ans sont au chômage. Les jeunes sans qualification sont 40% à être au chômage. Mais même les jeunes diplômés sont touchés par le phénomène : 21% des bacs + 4 sont chômeurs ! Au total, ce sont plus de 620.000 jeunes sans travail qui galèrent.

### 2/ Villepin et le CPE : une vraie mauvaise idée !

Le premier ministre, le Medef et la droite nous disent que le marché du travail en France est trop rigide et qu'il

faut le rendre plus fluide. Pour eux : *s'il y a chômage, c'est la faute aux lois qui garantissent certains droits aux travailleurs !* Ce qu'ils appellent « rigidité », c'est l'ensemble des droits des salariés qui nous protègent encore un peu de l'arbitraire patronal. Les chefs d'entreprise sont tout puissants : conditions de travail, salaires, productivité, rythme de travail, temps partiel, licenciements. Mais ce n'est pas assez. Il faut détruire tout ce qui ressemble à une garantie pour les salariés. Le Contrat Première Embauche est là pour ça.

### 3/ Qu'est-ce que le Contrat Première Embauche ?

En septembre 2005, nous avons déjà subi le Contrat Nouvelles Embauches (CNE), véritable aubaine donnée au patronat des petites entreprises, autorisées à « acheter » les salariés pendant deux ans, puis à les jeter sans justification. Aujourd'hui, Villepin en rajoute.

Le CPE s'adresse à tous les jeu-

(Suite page 2)



(Suite de la page 1)

nes de moins de 26 ans qui cherchent un travail. Il concerne toutes les entreprises. Le jeune recruté devra travailler sans garantie d'embauche pendant deux ans. Aujourd'hui, en CDI, la période d'essai est de un à trois mois. Selon Villepin, cela permettra une embauche massive des jeunes !

Mais que va-t-il vraiment se passer ? Les patrons auront tout intérêt à organiser une rotation des jeunes en CPE. Cela leur permettra de licencier plus facilement et sans indemnité, de réembaucher continuellement des jeunes en contrat précaire, de faire pression sur les salaires puisqu'aucun jeune n'osera s'opposer à son patron dans l'espoir de se voir garder dans l'entreprise après deux ans, sans compter qu'ils pourront éviter d'employer des salariés plus âgés en CDI coûtant plus chers. Autre avantage, les jeunes sous la menace n'oseront pas se syndiquer. Bref c'est tout bénéfique pour le patronat !

Et les jeunes ? Qu'auront-ils gagné dans cette affaire ? Rien ! Cela ne créera pas d'emplois. Ce qui crée des emplois c'est à la fois la croissance économique et le partage du travail, c'est-à-dire la réduction du temps de travail aligné sur les gains de productivité. Pour les salariés âgés, Villepin va légaliser un « Contrat » dit Senior du même acabit.

Ce gouvernement poursuit son travail de sape du Code du travail. Plusieurs dizaines d'années de luttes syndicales et sociales avaient abouti à ce que le Contrat à durée indéterminée (CDI) devienne la référence pour l'embauche. Or depuis des années, la précarité s'accroît et les barrières aux licenciements s'effondrent. Un jugement de la Cour de cassation vient d'autoriser des licenciements lorsqu'il y a de simples « évolutions technologiques » pour préserver la compétitivité future des entreprises. Même lorsqu'aucune crise ne les menace ! Laurence Parisot, à l'assemblée annuelle du Medef, trouve cela très bien. Et elle trace l'étape suivante : le CNE pour toutes les entreprises, la suppression de la durée légale du travail, une « réforme » du SMIC (calculé par régions) ! Pourquoi se gêner quand le patronat gouverne !

#### 4/ Alors pourquoi cette réforme ?

L'objectif principal est de baisser le coût du travail pour que les patrons puissent augmenter leurs revenus et ceux des actionnaires. Jamais les profits des grandes entreprises n'ont été aussi élevés ! On ne licencie plus pour rétablir les profits. On licencie pour satisfaire l'avidité des actionnaires qui exigent toujours plus de profit. C'est l'objectif principal des politiques néo-libérales menés dans le monde et en France depuis des décennies.

Et tant pis pour les centaines de milliers de laisser pour compte : exclus, sans » droits, chômeurs et travailleurs précaires dont le revenu ne permet même pas de vivre, .

Le gouvernement actuel accélère les mesures pour détruire ce qui peut l'être avant 2007. Mais il a tort de compter sur notre découragement.

#### 5/ Appel à la résistance

La LCR propose d'urgence que partout en France, toutes les organisations de jeunesse, syndicales, associatives, les partis politiques de gauche se rassemblent pour mobiliser toute la population, jeunes et vieux, travailleurs, précaires et chômeurs, hommes et femmes, actifs et retraités, pour faire échec à la droite et au Medef. Une première journée nationale d'action appelée par plusieurs organisations aura lieu mardi 7 février 2006. C'est notre avenir et celui de nos enfants qui est en jeu. Nous voulons une autre société, fondée sur la satisfaction des besoins humains et non sur l'enrichissement d'une poignée de privilégiés égoïstes au détriment de l'immense majorité des êtres humains. Résistons une fois de plus « Tous ensemble ! »

#### Manifestation nationale contre le CPE

démocratie et d'inscription sur les listes électorales ont été abordés. Il a été proposé à la mairie de mener campagne pour que les gens s'inscrivent. Beaucoup de participants ont dénoncé les discriminations à l'emploi, en fonction de la couleur de la peau et du quartier d'habitation. Les actions musclées de la police, les arrestations *manu militari* qui ont régulièrement lieu en bas des immeubles, les *cowboys* de la BAC, tout cela renforce le mal être des habitants.

Tou-te-s ont souligné que les jeunes étaient sincères, n'aspiraient qu'à trouver un emploi, un logement et fonder une famille. Ils sont également déboussolés par les problèmes rencontrés par leurs parents, contribuant largement au sentiment de découragement face à l'avenir.

En conclusion la mairie n'a fait qu'une proposition : communiquer les synthèses au Conseil local de Sécurité et de Prévention (CLSPD). Cet organisme a principalement un rôle répressif !

#### Ça ne va pas. Nous proposons :

- \* d'écouter ce qu'a dit l'écrasante majorité des participants. Sans perspectives d'emploi et de logement, sans un soutien aux familles et aux jeunes les plus en difficulté, il y aura d'autres émeutes.
- \* que les conclusions des ateliers soient envoyées à tous les massicois.
- \* que la mairie s'engage dans l'organisation et la poursuite de ces réunions à partir des propositions des ateliers.
- \* la convocation de l'ensemble des associations, et de citoyen-ne-s, adultes et jeunes pour élaborer un programme de réunions avec les jeunes des quartiers.
- \* que Massy définisse une politique envers la jeunesse dans son ensemble, ainsi qu'un soutien immédiat aux familles et aux jeunes les plus en difficulté.
- \* de discuter dès maintenant d'un budget important pour l'emploi local (exiger des entreprises locales qu'elles embauchent), aider les jeunes à trouver des stages utiles et des emplois.
- \* que la mairie continue le débat public et soutienne les actions dans le domaine de la citoyenneté (inscription dans les listes électorales).

#### Nous contacter :

**Ligue Communiste Révolutionnaire**  
**Section de Palaiseau-Massy**

**Tél : 06 64 37 23 31 / 06 85 02 17 51**

**Mail : lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr**